

MISSION LOCALE DU PITHIVERAIS
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
1 Centre Madeleine Rolland Porte 4 – 45300 PITHIVIERS
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS le 31 Décembre 2025



COGEP 
AUDIT

Manuel GRÉAU
Commissaire aux comptes

20 avenue des Droits de l'Homme
BP 82949
45029 ORLÉANS CEDEX 1
tél : 02 38 60 70 01
mgreau@cogep.fr

www.cogep.fr

MISSION LOCALE DU PITHIVERAIS

Siège social : 1 Centre Madeleine Rolland - Porte 4
45300 PITHIVIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la MISSION LOCALE DU PITHIVERAIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement comptable » présentée dans la partie « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant l'adoption du règlement ANC N° 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.


Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans le 10/02/2026

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Manuel GRÉAU
Associé

Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	3 501	3 501		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	3 501	3 501		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	181 232	163 494	17 738	39 656
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	181 232	163 494	17 738	39 656
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				763
Actif circulant	Autres				
	TOTAL				763
	Total I	184 734	166 995	17 738	40 420
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	232 343		232 343	134 599
	TOTAL	232 343		232 343	134 599
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	485 608		485 608	609 448
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	9 360		9 360	14 818
	Total II	727 313		727 313	758 865
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	912 047	166 995	745 051	799 286
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	355 290	351 290
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		134 964
	Réserves pour projet de l'entité		39 293
	Autres	202 064	
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-60 349	31 807
Situation nette (sous-total)		497 006	557 355
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			4 791
Provisions réglementées			
Total I		497 006	562 147
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	64 075	54 360
Total II		64 075	54 360
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	52 977	50 485
Total III		52 977	50 485
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 333	26 551
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	115 658	105 741
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		130 992	132 293
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		745 051	799 286
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	743	1 610
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		801
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	811 946	884 164
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	50 485	73 368
	Utilisations des fonds dédiés	54 360	87 431
	Autres produits	45 808	19 686
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		963 344	1 067 063
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	164 377	198 663
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	31 674	32 895
	Salaires et traitements	523 223	522 623
	Charges sociales	158 485	153 397
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	26 338	27 609
	Dotations aux provisions	52 977	50 485
	Reports en fonds dédiés	64 075	54 360
	Autres charges	4 515	2 249
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 025 666	1 042 283
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-62 322	24 780

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 973	2 608
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		1 973	2 608
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		1 973	2 608
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-60 349	27 388
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		3 290
	Sur opérations en capital		5 225
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		8 515
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		4 040
	Sur opérations en capital		56
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		4 096
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			4 418
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		965 317	1 078 187
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 025 666	1 046 379
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-60 349	31 807
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 Principes et méthodes comptables

Note : changement comptable

Le nouveau règlement de l'ANC N° 2022-06 vise à modifier les états financiers et les plans comptables des entreprises. Il prévoit plusieurs évolutions très impactantes à prendre en compte pour l'élaboration et la présentation des comptes de résultats et bilans. Il est applicable aux exercices ouverts au 1er janvier 2025.

- Le résultat exceptionnel : les charges exceptionnelles sont remplacées par des charges d'exploitation, les produits exceptionnels par des produits d'exploitation ou des produits financiers en fonction de leur nature.
- La disparition des transferts de charges : les produits sont inscrits au crédit des comptes de charges par nature

Sur cet exercice 2025, il n'est pas constaté de produits ni de charges dites exceptionnels.

L'association Mission Locale du Pithiverais a pour but de favoriser sur l'arrondissement de Pithiviers l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans en répondant aux missions suivantes :

- construire ensemble une place pour les jeunes,
- créer un espace d'initiative et d'innovation,
- être au service des politiques locales au regard des politiques régionales et nationales.

Le montant des honoraires perçues par le Commissaire aux comptes s'élève à 5090,40 € TTC.

Les subventions de la DREETS s'élèvent à 631 106,50 € pour l'année 2025 et sont réparties à hauteur de 294 179,50 € pour le budget de fonctionnement, à 326 700 € pour la garantie CEJ et 10 227 € pour l'obligation de formation.

Les fonds dédiés sur Subvention Garantie Jeunes s'élèvent au 31/12/205 à 64 075 €.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

2.5.3 État de l'actif immobilisé

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	3 502	-	-	-	3 502
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	27 811	-	-	-	27 811
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	67 969	-	-	-	67 969
	Mat bur., informatique, mobilier	81 033	4 420	-	-	85 453
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	176 813	4 420	-	-	181 233
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	764	-	764	-	-
	Total IV	764	-	764	-	-
Total général		181 078	4 420	764	-	184 734

2.5.4 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	3 502	-	-	3 502
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	17 195	6 424	-	23 619
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	49 957	13 594	-	63 551
	Mat bur., informatique, mobilier	70 004	6 320	-	76 324
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	137 156	26 338	-	163 494
Total général		140 657	26 338	-	166 996

2.1.1 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

2.1.2 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	3 502	-	-	-	-	3 502
Corporelles	137 156	26 338	-	-	-	163 494
TOTAL	140 657	26 338	-	-	-	166 996

2.6 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, homologué le 30-12-2023 qui a modifié le plan comptable général.

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

2.1.3 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	351 291	4 000	-	-	-	-	-	355 291
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	174 258	27 807	-	-		-		202 065
Report à nouveau	-	-	-	-		-		-
Excédent ou déficit de l'exercice	31 807	-31 807	-	-60 349	-	-	-	-60 349
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	4 792			-4 792		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	562 147	-	-	-65 141	-	-	-	497 007

2.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Fonds dédiés	54 360	64 075	54 360	64 075
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL	54 360	64 075	54 360	64 075

2.4.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations/dotations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions pour charges	52 978		
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL	52 978	-	-

2.4.1.2 Aménagement du cadre général – Diminutions/reprises

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions pour charges	50 485		
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL	50 485	-	-

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
----------------------	-------------	-----------------	--------------

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Indemnités de départ en retraite	52 978		52 978
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
 - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 1 %

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité prend en compte un taux de turnover de 5.5 %.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

- Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 41 %.

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	232 343	232 343	
Charges constatées d'avance		9 361	9 361	
TOTAL		241 704	241 704	
Prêts Accordés en cours d'exercice				

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Remboursements obtenus en cours d'exercice	
--	--

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		15 333	15 333		
Dettes fiscales et sociales		115 659	115 659		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		130 992	130 992		

2.5.1 Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	-	-	-	-
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	46 552	-	21 164	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 973		28 212	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	811 947		884 165	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	50 485	-	57 214	57 214
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	54 360	-	87 432	87 432
TOTAL	965 317	-	-	-
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	908 614	-	941 535	941 535
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	52 978	-	50 485	50 485
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	-		-	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	64 075	-	54 360	-
TOTAL	1 025 666	-	1 046 380	-
EXCEDENT OU DEFICIT	-60 349	-	31 807	-

Manuel GRÉAU
Commissaire aux comptes

20 avenue des Droits de l'Homme
BP 82949
45029 ORLÉANS CEDEX 1
tél : 02 38 60 70 01
mgreau@cogep.fr

www.cogep.fr

MISSION LOCALE DU PITHIVERAIS

Siège social : 1 Centre Madeleine Rolland - Porte 4
45300 PITHIVIERS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

Avec la Ville de PITHIVIERS

Convention d'occupation du domaine public

La Mission Locale du Pithiverais a conclu avec la ville de PITHIVIERS une convention d'occupation du domaine public pour les locaux de l'immeuble du Centre Madeleine Rolland sis au n° 13 Rue Madeleine Rolland à Pithiviers.

La convention est conclue pour une durée de 8 ans à compter du 01/01/2025.

Cette mise à disposition est assujettie à une redevance annuelle de 20 000 euros, incluant les charges de nettoyage des parties collectives, l'eau, l'électricité et le chauffage.

Au titre de l'exercice clos au 31/12/2025, il a été facturé 20 000 euros à votre association au titre de cette convention.

Fait à Orléans, le 10/02/2026

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Manuel GRÉAU
Associé